

# **L'aterrante peopolisation du débat économique**

**Philippe ASKENAZY**

7 octobre 2025

Après-midi du 10 mai 1968, quelques heures avant les premières grandes barricades, l'Assemblée Nationale débat de la justice sociale dans la loi de finances rectificative. Constats et arguments ressemblent étrangement à ceux d'aujourd'hui. Dans une longue intervention, le communiste Robert Manceau se désole de l'absence d'impôt sur la fortune en France. A l'appui de son discours, il convoque un ouvrage d'économistes français sur la « Fortune de France », dont Divisia et Roy. Les étudiants en économie connaissent ce dernier, du moins l'identité qui porte son nom. Mort en 1964, François Divisia avait, lui, laissé une empreinte profonde dans la science économique : élève de l'école polytechnique puis du corps des Ponts, professeur dans ces écoles, il était chantre de l'« économie rationnelle », libéral, anti-keynésien, un des fondateurs de l'Econometric Society. C'était donc avec malice que Manceau les citait, sachant que leurs chiffres ne pouvaient être contestés par le pouvoir gaulliste.

Comme avec Divisia il y a 70 ans, on comprend l'intérêt de la Gauche d'aujourd'hui à convoquer des travaux d'un économiste français difficilement attaquable pour promouvoir une taxation des plus grandes fortunes. Mais, peut-être alléchée par le succès, désormais ancien, des termes taxe Tobin (du nom du « Prix Nobel » mort en 2002), elle a décidé d'aller un cran plus loin dans la personnalisation en accolant systématiquement à un impôt plancher sur les ultra-riches, le nom de cet économiste français. Sauf que nous sommes au XXIème siècle, celui des réseaux sociaux, des influenceurs, de l'immédiateté, de la peopolisation et désormais du retour de la masculinité.

D'homme à homme, le milliardaire flamboyant contre l'universitaire brillant, le jeu de rôle s'est installé avec l'intervention calculée de l'homme le plus riche de France, reléguant la Gauche au rôle de groupie. Le polytechnicien de 1969 sait très bien que ses accusations étaient absurdes. Il est trop cultivé, trop bien conseillé et rappelons-le, immortel depuis son élection à la section économie de l'Académie des Sciences Morales et Politiques. Alors comme l'a écrit sur X l'économiste incriminé, a-t-il cédé à la fébrilité ? Cette interprétation ne tient pas. Il est impensable qu'un homme qui a su bâtir une des premières fortunes mondiales puisse être fébrile.

La sortie du milliardaire doit plutôt se comprendre à l'aune de son sens stratégique. La « peopolisation, j'adore » pour paraphraser l'ancien slogan de Dior, filiale de LVMH. Elle permet de choisir son meilleur ennemi et d'éviter de parler du fond en abaissant encore plus le débat économique et démocratique.

Alors parlons aussi du fond. La taxe sur les plus hauts patrimoines s'inscrit dans une des branches de l'économie dite mainstream, très loin de « mettre à terre » l'économie libérale. Bien que n'ayant pas de définition formelle, le mainstream s'attache principalement à comprendre les comportements individuels, les mécanismes des économies capitalistes libérales et leurs failles. D'importants travaux proposent des remèdes à ces failles, pour mieux assurer la pérennité du capitalisme contemporain. La taxe de 2% sur les centimillionnaires est ainsi un exemple typique de béquille à un système fiscal. Ce qui ne signifie pas qu'il faille la rejeter : cet outil technique a-idéologique sert à la fois à modérer le sentiment d'injustice fiscale, à s'assurer d'un très large soutien dans la population et à fournir des rentrées dans les caisses de l'Etat. Mais il n'interroge pas l'ordre économique et social, anti-écologique et testostéroné d'aujourd'hui. On pourrait dire même au contraire. Il fait des milliardaires des figures encore plus centrales. Il ne remet pas en

cause les multiples dispositifs d'échappement fiscal qui expliquent pourquoi ces derniers participent si peu au financement des services publics, dispositifs qui potentiellement leur permettront de contourner largement la nouvelle taxe si elle voyait le jour. Mieux encore, justement, la taxe risque de ne même pas passer le contrôle constitutionnel selon bon nombre de juristes.

Dans un moment de flottement politique, la peopolisation permet ainsi de polariser le débat public sur une menace unique, mineure et virtuelle pour les dominants. Dans le même temps, le Rassemblement National a bien compris le danger de ne plus parler des Français. Il s'extrait de ce débat par une pirouette en proposant son propre projet -un succédané de l'impôt sur la fortune ante-Macron- pour mieux déployer son programme qui veut parler du quotidien des électeurs, des travailleurs.

La peopolisation risque également de dissuader nombre d'universitaires qui aimeraient s'impliquer davantage dans les débats publics mais qui n'aspirent pas à la célébrité et encore moins à devenir une cible politique.

Pour elles et ils, demeure cependant la possibilité de s'inscrire dans un collectif. C'est tout l'ADN -pour prendre un mot du siècle- des Économistes Atterrés depuis pile 15 ans : diversité des idées (et parfois des égos) mais toujours collectif et débat sur le fond.